



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/480 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
XPO TANK CLEANING NORD FRANCE à Ancenis-Saint-Géréon**

**LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°0712099-009-1 du 18 mars 2024 établi par la société APAVE et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de vérification des installations électriques n°135044584-001-1 du 23 juillet 2025 établi par la société APAVE et le certificat Q18 associé ;

**Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 12 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n° 0712099-009-1 établi par la société APAVE, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et qu'est listée, dans le certificat, la non-conformité ou anomalie associée à ce constat ;

**Considérant** que dans le certificat Q18 joint au rapport de vérification des installations électriques n° 135044584-001-1 établi par la société APAVE, il est précisé que « l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion » et qu'est listée, dans le certificat, la non-conformité ou anomalie associée à ce constat ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 22 octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les installations électriques du site ne sont pas entretenus de manière à éviter tout feu d'origine électrique (non-conformité à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) ;
- les dernières vérifications (Q18) font état d'un risque d'incendie et d'explosion ;

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société XPO TANK CLEANING NORD FRANCE de respecter les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## ARRÊTE

**Article 1** – La société XPO TANK CLEANING NORD, exploitant des installations de lavage de citerne de camion à Ancenis-Saint-Géréon, dont le siège social situé au lieu-dit Les Pierrelles à BEAUSEMBLANT (26 240), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en réalisant les actions correctives permettant de répondre à la non-conformité figurant dans les certificats Q18 joints aux rapports de vérification des installations électriques n°0712099-009-1 et n° 135044584-001-1 établis par la société APAVE, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans le délai mentionné, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** – Le présent arrêté sera notifié à la société XPO TANK CLEANING NORD par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon.

**Article 6** – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 18 DEC. 2025

**Le PRÉFET,**  
**Pour le Préfet et par délégation,**  
**le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis**

  
**Marc MAKHLOUF**